

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Mistr.
LIMITEE

A/C.4/36/L.8
2 novembre 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-sixième session
Quatrième Commission
Point 19 de l'ordre du jour

**APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX**

Question du Sahara occidental

Incidences administratives et budgétaires des projets de
résolution publiés sous les cotes A/C.4/36/L.2 et L.3/Rev.1

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à
l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale

1. Aux termes du paragraphe 4 du projet de résolution publié sous la cote A/C.4/36/L.2, et portant sur la question du Sahara occidental, l'Assemblée générale autoriserait le Secrétaire général "à accorder toute l'assistance nécessaire au Comité de mise en œuvre [sur le Sahara occidental de l'Organisation de l'unité africaine] dans l'accomplissement de son mandat".
2. Aux termes des paragraphes 8 et 9 du projet de résolution publié sous la cote A/C.4/36/L.3/Rev.1 et relatif à la même question, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général "de prendre les mesures nécessaires pour assurer une participation de l'Organisation des Nations Unies à l'organisation et à la conduite du référendum et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, y compris sur les mesures nécessitant une décision du Conseil de sécurité", et "de collaborer étroitement avec le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine pour l'application des décisions de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine et du Comité de mise en œuvre ainsi que de la présente résolution".
3. Aux termes du paragraphe 6 de sa décision AM/Res.103 (XVIII), qu'elle a adoptée à sa dix-huitième session ordinaire, tenue à Nairobi du 24 au 27 juin 1981 (voir A/36/534, annexe II), la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine a demandé "à l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec l'ONU, de fournir une force de maintien

de la paix qui serait stationnée au Sahara occidental afin de maintenir la paix et la sécurité lors de l'organisation et de la tenue du référendum et des élections subséquentes".

4. La décision qu'a adoptée le Comité de mise en oeuvre à sa première session, tenue à Nairobi du 24 au 26 août 1981 (voir A/36/602, annexe I) en application de la résolution AHG/Res.103 (XVIII) dispose ce qui suit, entre autres arrangements :

"d) Financement de la mise en oeuvre de la décision

Le Président en exercice de l'OUA devra entreprendre des consultations avec l'Organisation des Nations Unies en vue de déterminer la mesure dans laquelle l'Organisation des Nations Unies va participer à la mise en oeuvre de la présente décision et au financement de cette mise en oeuvre."

5. Tant que ne seront pas achevées les consultations prévues dans la décision du Comité de mise en oeuvre, le Secrétaire général ne sera pas en mesure de prévoir avec exactitude les dépenses qu'entraîneraient les recommandations contenues dans les projets de résolution contenues dans les projets de résolution considérés. Il se propose en conséquence, d'engager les dépenses nécessaires, après avis favorable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et de les inscrire dans la résolution que l'Assemblée générale doit adopter à la session actuelle sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1982-1983.